

# RAPPORT DE CIVICUS SUR L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2016

NOTE DE SYNTHÈSE



Photo: Tony Carr - Rassemblement de masse #FeesMustFall, Afrique du Sud

# À PROPOS DE CE RAPPORT

Tous les ans, le Rapport de CIVICUS sur l'état de la société civile vise à célébrer les accomplissements de la société civile, à comprendre les conditions dans lesquelles elle travaille et encourage toute action visant à remédier aux difficultés rencontrées. Outre un examen du paysage de la société civile dans son ensemble, notre rapport traite chaque année d'un thème particulier. Cette année, nous nous concentrons sur le thème de « l'exclusion et la société civile ».

Notre rapport est élaboré par, sur et pour la société civile, et accorde une place centrale à des contributions de partenaires de l'alliance CIVICUS. Il s'agit notamment des contributions de 33 intervenants dont des activistes de la société civile, des responsables et experts du thème de l'exclusion et de la société civile, des 27 réponses à notre enquête annuelle auprès des réseaux nationaux et régionaux de la société civile, des membres de notre Groupe d'affinité des associations nationales (AGNA), et d'une série d'entretiens avec des personnes en lien avec les actualités clés de la société civile. Les contributions sur le thème spécial de cette année traitent d'un vaste éventail de formes d'exclusion différentes, et notamment l'exclusion en raison du genre, de l'identité sexuelle, de l'âge (pour les enfants, les jeunes et les personnes âgées), du handicap, de la santé mentale et de la séropositivité, l'indigénité, l'ethnicité, du statut de réfugié et migratoire, de la religion, du lieu, des revenus et de la vulnérabilité au changement climatique. Les contributions de nos invités sont analysées de manière plus détaillée dans notre présentation thématique.

# CONTENTS

## 2 AVANT-PROPOS DU CIVICUS

LA PROMOTION DE L'INCLUSION .....	2
LES DÉFIS VENUS DE L'INTÉRIEUR .....	2
NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE .....	3
NOTRE PROMESSE .....	3

## 4 PARTIE 1: RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE

INTRODUCTION .....	4
LA SOCIÉTÉ CIVILE EN PREMIÈRE LIGNE : RÉPONDRE AUX CONFLITS ET AUX CATASTROPHES .....	5
MOBILISATION DES CITOYENS : MANIFESTATIONS, ACTIVISME ET PARTICIPATION .....	6
L'ESPACE CIVIQUE : DES DROITS EN RETRAIT, LA SOCIÉTÉ CIVILE S'Y OPPOSE .....	8
LA SOCIÉTÉ CIVILE OPÉRANT AU NIVEAU MONDIAL .....	10

## 13 PARTIE 2: L'EXCLUSION ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

LES CONCEPTS ET LA COMPRÉHENSION DE L'EXCLUSION .....	14
L'ESPACE CIVIQUE DES GROUPES EXCLUS .....	15
LOIS ET DROITS .....	17
LA STIGMATISATION, LES STÉRÉOTYPES ET LES DISCOURS HAINEUX .....	15
DONNÉES ET FAITS PROBANTS .....	18
RESSOURCES .....	19
UNE INTROSPECTION : LES DIFFICULTÉS QUE NOUS DEVONS ABORDER AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ CIVILE .....	19



# AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE CIVICUS



L'année dernière a été une année sombre pour la société civile du monde entier. Nos collègues de CIVICUS ont constaté de graves menaces sur des libertés civiles dans plus de 100 pays. L'environnement dans lequel la société civile opère a continué à se détériorer, en particulier pour les activistes qui osent défier les élites économiques et politiques. Certains des activistes les plus courageux et les plus inspirants, venus du Brésil, de Colombie, du Honduras, du Pérou, des Philippines et d'Afrique du Sud, ont payé de leur vie en 2015 le simple fait qu'ils exerçaient leurs droits, en tant que citoyens, de s'organiser et de se mobiliser.

Nous, au sein de la société civile, devons trouver de nouveaux moyens de répondre à ces menaces grandissantes. Oui, nous devons défier les restrictions juridiques et réglementaires imposées à nos activités. Oui, nous devons protéger nos financements, notre voix et notre indépendance. Mais nous devons également trouver des moyens de gagner les cœurs et les esprits. L'un des développements les plus sinistres que l'on peut observer aujourd'hui est la diabolisation largement répandue des activistes de la société civile - les faisant passer pour des terroristes, des traîtres, des marionnettes des puissances étrangères ou des élites déconnectées. Nous devons contester de tels discours, montrer la valeur de la société civile et convaincre les individus de sa valeur.

## LA PROMOTION DE L'INCLUSION

C'est dans ce contexte que le thème de cette année - la société civile et l'exclusion - prend toute son importance. Une importante partie de la vie civique consiste à promouvoir l'inclusion. Elle consiste à amplifier les voix des personnes marginalisées, à s'attaquer aux causes de la discrimination et à promouvoir l'égalité des droits et l'accès aux services. En clair, la société civile, ce sont des individus qui aident d'autres individus. Mais pour des millions de personnes, l'exclusion reste une réalité quotidienne douloureuse.

Prises ensemble, les articles proposés par nos 33 contributeurs révèlent les menaces fréquentes qui caractérisent un si grand nombre de types d'exclusions différents. Ils traitent des moteurs actuels et dynamiques des schémas d'exclusion existant depuis si longtemps. Ils mettent l'accent sur la nécessité que les personnes exclues ne soient pas considérées comme des victimes ou des bénéficiaires d'une quelconque charité, mais comme des individus luttant pour accéder aux droits fondamentaux de la personne. Ils soulignent également l'effet disproportionné des restrictions de l'espace civique sur les groupes exclus.

## LES DÉFIS VENUS DE L'INTÉRIEUR

Il apparaît aussi clairement dans le rapport de cette année que les OSC ne sont pas à l'abri de la reproduction des attitudes et pratiques d'exclusion rencontrées dans les sociétés qui les entourent. Les politiques sur le travail inclusif sont simples à porter



par écrit, mais le sont nettement moins à appliquer en pratique. Et pourtant, un secteur de la société civile qui ne parvient pas à donner l'exemple des bonnes pratiques en traitant des risques d'inclusion sape sérieusement sa propre légitimité.

Un exemple évident de nos lacunes concerne les femmes aux postes de direction. En 2013, nous nous étions intéressés à 100 ONG majeures dans le monde (selon une liste préparée par une autre organisation) afin de voir combien d'entre elles étaient dirigées par des femmes. À l'époque, ce chiffre s'élevait à 31. Lors de la préparation de ce rapport, nous avons à nouveau observé ces mêmes ONG, et ce chiffre s'élève désormais à 38. Cela peut sembler mieux que le nombre de femmes à des postes de direction dans la sphère politique ou dans le monde des grandes entreprises, mais les femmes constituent environ deux-tiers des effectifs de nombreuses OSC. La possibilité qu'une « pyramide de verre » écrase le potentiel des femmes dans la société civile, et par conséquent entrave le travail du secteur, ne peut être ignorée.

## NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE

En 2015, nos gouvernements ont défini les Objectifs de Développement Durable (ODD) et conclu l'Accord de Paris sur le changement climatique. Il apparaît clairement que la société civile jouera un rôle primordial dans la création d'une vision d'un monde plus juste et plus durable. Nous devons nous mobiliser pour rendre ces « objectifs mondiaux » pertinents aux yeux des acteurs locaux, et jouer le rôle qui nous incombe pour mettre ces objectifs en œuvre, investir dans des moyens de suivre les progrès effectués, et garantir la responsabilité. Nous espérons que le nouveau programme d'Action pour le développement durable, lancé en collaboration avec nos partenaires, nous aidera dans ces efforts.

Notamment, et cela est important pour les préoccupations discutées dans ce rapport, nous devons travailler dur pour nous assurer que l'engagement de nos dirigeants « à ne laisser personne pour compte » prenne sa pleine signification. Il est facile de faire cette déclaration - en effet, les dirigeants ont utilisé cette expression pas moins de six fois dans leur Programme de développement durable à l'horizon 2030 - mais assurer un développement inclusif représente un défi nettement plus ardu. La société civile doit être un fer de lance dans l'élaboration et la concrétisation du programme « aucun laissé pour compte ».

## NOTRE PROMESSE

Comme toujours, chez CIVICUS, nous étudions de près les conclusions et recommandations offertes dans les articles de nos contributeurs et essayons d'améliorer notre propre pratique. Cette année, cela inclura deux mesures fondamentales, l'une interne et l'autre externe. Au moment de la publication de ce rapport, nous entamerons un « audit de l'inclusion » de nos propres politiques et pratiques. Nous recruterons un consultant externe pour formuler des recommandations quant à la manière dont nous pouvons nous assurer de respecter la meilleure pratique en matière d'inclusion. Nous travaillerons également avec nos partenaires pour étudier la notion d'« aucun laissé pour compte » afin de voir comment nous pouvons utiliser l'opportunité des ODD pour promouvoir un développement durable véritablement *destiné à tous*.



Dhananjayan Sriskandarajah  
Juin 2016



# PARTIE 1: RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE

Photo: rbreve - Manifestation au Honduras contre les soupçons de corruption au sein du gouvernement

## INTRODUCTION

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, la société civile a répondu à des atteintes graves aux droits de l'Homme provoqués par des conflits, notamment au Moyen-Orient, et a œuvré à atténuer la souffrance au lendemain de catastrophes, comme le tremblement de terre majeur qui a frappé le Népal. Cette même année, les citoyens sont descendus dans les rues pour exiger un changement dans des pays du monde entier, du Chili à l'Afrique du Sud et de l'Arménie à la Corée du Sud, ces mouvements s'associant à des explosions de colère alimentée par des systèmes économiques biaisés et inéquitables, la corruption et l'échec des gouvernements à placer les intérêts des citoyens au cœur de leurs actions. Parfois, comme cela a été le cas au Guatemala, en Islande et en Roumanie, les manifestations ont entraîné un changement politique substantiel, bien que les problèmes ayant alimenté ces manifestations s'avéraient profondément ancrés, ce qui indique qu'il subsiste des défis majeurs dans les relations entre les États et les citoyens, que la société civile doit aborder.

Les manifestations ont souvent fait l'objet d'une réponse violente de la part des États, ce qui devrait être considéré comme un élément d'un schéma plus vaste de restrictions et d'attaques infligées à la société civile. Des membres de la société civile ont été pris pour cible dans des situations de conflit, le droit international humanitaire étant quotidiennement bafoué et, dans de nombreuses situations, les activistes de la société civile ont fait l'objet de violentes attaques, ont été emprisonnés ou placés en détention. Il est inquiétant de constater que des restrictions sur la capacité de la société civile à agir et à s'organiser ont continué à être introduites et appliquées partout dans le monde.

Sur la scène internationale, la société civile a connu un certain succès, en ayant mené une campagne fructueuse pour s'assurer que les engagements internationaux majeurs de 2015 - les Objectifs de Développement Durable (ODD) et l'Accord de Paris sur

le changement climatique - étaient plus complets et davantage axés sur les droits que les accords antérieurs. La société civile se trouve toujours confrontée à la tâche colossale de s'assurer que les nouveaux accords sont pleinement mis en œuvre, et que les responsables s'assurent que personne n'est laissé pour compte face aux urgences globales telles que le changement climatique, les conflits, la pauvreté et l'inégalité.

Dans un monde de plus en plus inéquitable et où les droits de l'Homme font l'objet d'attaques, les défis auxquels la société civile se trouve toujours confrontée et qu'elle cherche à traiter pourraient sembler accablants, si ce n'est pour l'énergie dont fait constamment preuve la société civile, pour sa volonté à s'engager et son engagement à exprimer une vérité désagréable à entendre pour les personnes au pouvoir.

## LA SOCIÉTÉ CIVILE EN PREMIÈRE LIGNE : RÉPONDRE AUX CONFLITS ET AUX CATASTROPHES

La période couverte par ce rapport a été marquée par un conflit majeur et qui se poursuit au Moyen-Orient, notamment en Syrie et au Yémen. Alors que l'essentiel du discours dominant sur les conflits est centré sur les États menant des guerres par procuration dans la région, le travail de la société civile est ignoré. En Syrie, les structures locales de la société civile ont réagi, lorsque cela était possible, en fournissant des services essentiels, en secourant les individus piégés dans les bâtiments bombardés et en suivant et signalant les violations des droits de l'Homme. Il est nécessaire que les voix des citoyens et de la société civile syrienne se fassent davantage entendre, et soient pleinement intégrées aux processus de paix. Dans le même temps, la société civile a payé le prix fort pour le travail qu'elle a effectué. Les journalistes ont été particulièrement ciblés en Syrie, et l'on a vu une série alarmante d'attaques sur les installations médicales et le personnel de la société civile en Afghanistan, en Syrie et au Yémen, révélant un mépris total pour les Conventions de Genève de la part de toutes les parties. En Syrie, les citoyens se sont trouvés confrontés à des tactiques d'état de siège et d'affamement employées par l'État contre les régions aux mains des rebelles, ajoutant des défis supplémentaires à la société civile qui tentait de fournir une aide humanitaire.

L'une des répercussions de la guerre en Syrie et des conflits au Moyen-Orient plus généralement a été l'afflux de réfugiés en Europe en 2015. Dans un continent où les politiques sont devenues plus instables et polarisées, la réponse de nombre de gouvernements européens et de l'Union Européenne (UE) dans son ensemble a été défensive, dérisoire et mesquine, bien en-deçà des engagements énoncés par l'UE en matière de droits de l'Homme. Si les niveaux de racisme et de xénophobie étaient élevés, il convient de noter que l'on a observé une réponse positive de la part de citoyens et d'organisations de la société civile indiquant que les réfugiés étaient les bienvenus et qu'ils étaient prêts à les aider à s'installer au sein des communautés. La société civile s'est mobilisée de manière héroïque pour apporter les services essentiels et documenter les violations des droits de l'Homme dans les camps de réfugiés.

La société civile a également joué un rôle majeur dans la réponse au tremblement de terre qui s'est produit en avril 2015 au Népal, à la suite duquel des OSC et des mouvements spontanés ont réagi en identifiant les besoins, fournissant des services et contrôlant l'utilisation de l'aide d'urgence. Cependant, les suspicions du gouvernement quant à l'aide humanitaire et aux activités de la société civile, notamment lorsque celles-ci venaient de l'extérieur du Népal, ont donné lieu à une tentative de faire transiter les ressources par l'État, ce qui a eu pour conséquence de ralentir la réponse et de ne pas permettre la reprise un an après le tremblement de terre. La société civile s'est également trouvée confrontée à des difficultés pour répondre au tremble-



ment de terre qui a affecté l'Afghanistan et le Pakistan en octobre 2015. La localisation de la catastrophe, en zone de conflit, a encore accru la difficulté du travail de la société civile, car elle a dû faire face à des groupes de militants extrémistes et des forces de sécurité suspicieuses, dans un contexte déjà caractérisé par d'importantes restrictions.

Il est clair que les situations d'urgence humanitaires, et notamment celles provoquées par les conflits et les catastrophes, gagnent en complexité, ont des impacts plus durables, et ont pour conséquence des déplacements plus importants. Le système d'aide humanitaire international a pour conséquent atteint ses limites, soulignant la nécessité d'un nouvel accord mondial, dans lequel le droit des travailleurs humanitaires à travailler sans violence est respecté, le financement de l'intervention humanitaire est assuré à un niveau adéquat et les communautés affectées sont placées au cœur de l'intervention, en recevant les moyens d'identifier leurs besoins et de prendre des décisions. En outre, une coordination plus étroite et une concurrence moins importante sont nécessaires entre différents organes de la société civile. La société civile locale, en raison de sa capacité à travailler avec les communautés et à comprendre les nuances locales, doit bénéficier d'un soutien accru, et être considérée comme un élément essentiel de la réponse aux conflits et aux catastrophes.

## MOBILISATION DES CITOYENS : MANIFESTATIONS, ACTIVISME ET PARTICIPATION

L'année dernière a été marquée par des mobilisations à grande échelle sous forme de manifestations dans de nombreuses régions du monde, des concentrations étant observées dans des pays d'Afrique sub-saharienne, d'Amérique latine, de parties d'Asie de l'Est, dans l'UE et en Europe de l'Est.

Des préoccupations communes ont été observées dans différentes manifestations, à savoir la corruption, les gouvernements répressifs et non redevables, le pouvoir économique aux mains des élites et les inégalités économiques que cela perpétue. Dans de nombreux pays, les individus voient leur situation matérielle s'aggraver, suite à l'amputation des services publics et des droits du travail, combinée à l'augmentation du coût des biens essentiels. Alors que les élites s'enrichissent, nombreux sont ceux qui voient leurs gouvernements ne pas réagir, ou même se faire complices de leur appauvrissement. L'exposition des scandales de corruption a donné lieu à des manifestations au Brésil, au



Photo: Julien Harneis - Centre médical au Yémen



Photo: Archives photographiques IIP - Tremblement

Chili, au Guatemala, au Honduras, en Islande, en Macédoine, en Moldavie et en Roumanie, d'autres manifestations, comme celles qui ont eu lieu en Arménie, en Bolivie, en Éthiopie et en Afrique du Sud tirant leur origine de la colère face à l'exclusion économique, à la pauvreté et à l'inégalité. D'autres, comme en France et en Corée du Sud, ont été provoquées par l'affaiblissement proposé des droits du travail. Au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC) et en Égypte, on a pu observer la colère généralisée du public face à la subversion de la démocratie par les élites au pouvoir.

Les manifestations de masse sont souvent critiquées, car considérées comme incapables d'amener un changement, mais cela n'a pas été le cas pour nombre de mobilisations populaires l'année dernière. Suite aux manifestations, le président du Guatemala a démissionné et fait l'objet de poursuites, les gouvernements de Macédoine et de Roumanie ont démissionné, et les Premiers ministres islandais et moldave ont perdu leur poste. Les manifestations arméniennes ont eu pour conséquence l'annulation de la hausse du prix de l'électricité, une revendication essentielle, et les manifestations des étudiants sud-africains ont entraîné le gel des frais de scolarité, au lieu de leur augmentation tel que prévu. Dans le même temps, les succès immédiats à court terme pourraient être trompeurs ; derrière les changements de direction, la mainmise de l'élite sur le pouvoir subsistait souvent. Il convient de souligner que dans de nombreux cas, les manifestations se poursuivaient, même après les victoires initiales, suggérant une persistance de la demande de transformation.

Un engagement continu est souvent nécessaire, et l'année a vu nombre d'histoires de réussite. Au Burkina Faso, après avoir évincé le président en 2014, les gens ont continué à se mobiliser, défiant une tentative de coup militaire et marquant le début d'une ère nouvelle de pluralisme politique. En Tunisie, la détermination et l'engagement soutenu de la société civile en faveur de la construction de la paix et de la démocratie, et sa résistance face à un glissement dans la répression et l'extrémisme, ont été reconnus par l'attribution du Prix Nobel de la Paix au Quartet du dialogue tunisien, composé d'une organisation de défense des droits de l'Homme, d'un groupe d'avocats, d'un syndicat ouvrier et d'une union industrielle.

Ailleurs, comme en Bolivie, au Honduras et en Corée du Sud, des manifestations de masse se sont tenues pour protester contre les gouvernements qui refusaient simplement de céder du terrain, mais même dans de tels cas, cela n'a pas nécessairement signifié que les manifestations étaient un échec : les études que nous avons menées indiquent que les manifestations peuvent tenir lieu d'écoles de la participation, dans lesquelles les individus développent leur confiance et leurs réseaux, les participants étant alors davantage susceptibles de prendre à nouveau part à des actions, notamment quand la question motivant la manifestation n'est pas traitée. Il semble que les jeunes en particulier ont recours à la participation dans les mouvements de masse pour forger de nouvelles formes de politiques, tout en rejetant les moyens conventionnels de participation politique existants. Le processus des manifestations, en favorisant la participation, peut être aussi important que son résultat. Par exemple, aux États-Unis, le mouvement Black Lives Matter, qui n'était au départ qu'un hashtag, a pris la forme d'un espace de résistance largement reconnu, ancré dans les communautés et continuant à contester l'impunité et le racisme.

Dans plusieurs contextes, notamment au Burundi, en Égypte et en Éthiopie, les manifestations ont entraîné une réaction autoritaire de l'État, en particulier de violence et de diabolisation et criminalisation des manifestants. Il est nécessaire d'affirmer les droits de réunion pacifique stipulés dans le droit international, et d'indiquer clairement que ces droits s'appliquent aux manifestations sous toutes ses formes. Il est également nécessaire de relier plus étroitement les mouvements de protestation aux efforts des OSC visant à défendre et à faire progresser les droits de la société civile ; cela contribuera à résister au risque que les manifestations soient cooptées par des intérêts politiques limités, et à s'assurer qu'une importante diversité de groupes de la société civile est capable d'assurer le suivi des programmes de manifestation.



## L'ESPACE CIVIQUE : DES DROITS EN RETRAIT, LA SOCIÉTÉ CIVILE S'Y OPPOSE

CIVICUS œuvre à défendre les droits fondamentaux - la liberté d'association, la liberté de réunion et la liberté d'expression - sur lesquels la société civile se base. Collectivement, ces trois droits définissent les paramètres de l'espace civique - l'espace au sein duquel la société civile peut exister et agir. Notre analyse de la série de Rapports sur l'état de la société civile est que dans nombre de pays, et dans toutes les régions du monde, l'espace civique a considérablement diminué au cours des dernières années.

Les sources et méthodes de restriction sont nombreuses, les attaques sur l'espace civique émanant des dirigeants politiques, des agences gouvernementales, des forces de sécurité publiques et du secteur privé, des entreprises, du crime organisé et des extrémistes, et souvent une combinaison de ceux-ci. Par le passé, les méthodes de restriction incluaient :

Photo: Igor Rugwiza - manifestation contre la décision du Président Pierre Nkurunziza de se présenter pour un troisième mandat au Burundi





- l'introduction ou le vote de lois visant à limiter la manière dont la société civile peut s'organiser, ce sur quoi elle peut agir, ce dont elle doit rendre compte et comment elle peut être financée, par ex. en Israël et en Ouganda ;
- des attaques verbales et des discours haineux, par ex. en Inde et au Venezuela ;
- la détention arbitraire et les disparitions, par ex. au Burundi et en Syrie ;
- la criminalisation par le biais de procédures judiciaires biaisées, par ex. en Angola et en Malaisie ;
- les restrictions sur les déplacements, par ex. en Azerbaïdjan et en Égypte ;
- les attaques physiques et assassinats, par ex. au Honduras et aux Philippines.

La restriction de la liberté d'expression en ligne, notamment celle ciblant les commentateurs sur les médias sociaux et la restriction des contenus, est désormais une tendance marquée, observée par exemple en Chine, en Thaïlande et en Turquie, mais aussi dans les démocraties soi-disant matures comme au RU et aux EU. La tendance visant à limiter la réception de financements étrangers, et à diffamer les OSC bénéficiant de tels financements en affirmant qu'elles sont des agents des puissances étrangères, s'est poursuivie, surtout en Russie, dans une mesure telle que certaines OSC ont été contraintes de fermer.

Toute la société civile n'a pas fait l'objet d'attaques ou de restrictions de manière égale ; dans plusieurs cas, les attaques ont été utilisées pour diviser la société civile et isoler des OSC et activistes particuliers. Les OSC se voyaient plus fortement imposer des restrictions lorsque leur travail consistait à remettre en question le pouvoir des élites politiques et économiques, à exposer la corruption et la mauvaise gouvernance, et à faire appliquer les droits de l'Homme. Les OSC, activistes et journalistes d'investigation qui s'attaquaient aux entreprises associées aux élites économiques et politiques, par exemple avec des préoccupations relatives aux industries extractives et à l'industrie agroalimentaire, étaient susceptibles de faire l'objet de violentes attaques. Des assassinats d'activistes qui s'étaient opposés à de telles entreprises ont été relevés au Brésil, en Colombie, au Honduras, au Pérou, aux Philippines et en Afrique du Sud, entre autres pays.

Souvent, les attaques infligées à la société civile étaient portées sous prétexte de maintien de la sécurité et de la stabilité nationale, sous couvert de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. C'est ce que l'on a par exemple pu voir en Jordanie, en Arabie saoudite et au Soudan. Quand la société civile met en péril les discours dominants, elle risque de se voir accuser de promouvoir le terrorisme, la sédition et l'instabilité. Cela se produit bien que la société civile soit la cible de menaces de la part de forces extrémistes et terroristes, comme cela a été le cas au Pakistan et pu être en particulier observé lors d'une vague d'attaques à l'encontre de blogueurs et activistes laïcs et de défense des droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (LGBTI) par des fondamentalistes religieux au Bangladesh.

Il devrait désormais être clair que les institutions de la démocratie formelle et la tenue régulière d'élections ne suffisent pas à garantir les droits de la société civile et la participation du peuple. Dans plusieurs États d'Afrique subsaharienne, et notamment au Tchad, en Guinée équatoriale et en Ouganda, l'augmentation des restrictions imposées à l'espace civique s'est produite en période d'élections, même quand le joug des dirigeants politiques en faisait une formalité. L'espace civique a également été réduit par des tentatives de réécriture des constitutions, afin de permettre aux présidents en fonction de modifier les limites imposées sur leurs mandats, comme on a pu le voir au Burundi, en RDC et au Rwanda, celles-ci s'étant accompagnées de campagnes de répression contre les dissidences.

La société civile remporta également de grandes batailles, en participant à l'amélioration des lois restrictives proposées, et en menant des campagnes de diffamation à l'encontre des gouvernements pour les forcer à libérer les activistes détenus en

prison, comme en Azerbaïdjan, et en s'assurant des victoires essentielles sur la liberté de l'Internet, notamment en exposant la surveillance par une action en justice au niveau européen. La restriction de l'espace civique peut être vue comme une préoccupation désormais généralisée de nombreuses OSC internationales, notamment celles cherchant à faire progresser les droits de l'Homme et le développement. On peut distinguer les prémisses d'un vaste mouvement mondial visant à défendre l'espace civique. Ce mouvement émergent devrait travailler en plus étroite collaboration afin d'élaborer des messages forts et plus accessibles sur l'importance de l'espace civique et les rôles que les citoyens peuvent jouer dans sa défense, de faire intervenir des processus internationaux afin de favoriser l'adoption de normes et de structures visant à défendre l'espace civique, et d'appliquer ces normes au niveau des pays. Dans le même temps, la société civile devrait respecter les normes d'intégrité les plus strictes possibles et développer ses compétences à faire preuve de transparence et de responsabilité, afin de repousser les critiques remettant sa légitimité en question.

## LA SOCIÉTÉ CIVILE OPÉRANT AU NIVEAU MONDIAL

L'année dernière a vu la réalisation de deux conventions mondiales majeures : les ODD et l'Accord de Paris. La société civile a joué un rôle majeur et soutenu dans les processus visant à développer ces deux conventions, en menant un plaidoyer visant à rendre les accords ambitieux, inclusifs et axés sur les droits. Le consensus général de la société civile sur ces accords était que si ces accords pouvaient certes être améliorés, ils allaient plus loin que les accords précédents ne l'avaient fait et fournissaient une base pour les actions futures. Les questions soulevées quant à l'Accord de Paris tournent dans une large mesure sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un accord irrévocable, et ne donne pas aux États une impulsion urgente à agir, ce qui signifie que la société civile doit continuer à demander au public de faire pression sur les décideurs. Le débat sur les ODD s'est orienté sur leur mise en œuvre, et le suivi des progrès en la matière ; il est nécessaire de disposer d'indicateurs ambitieux pour les nombreux objectifs des ODD, et pour que la société civile joue un rôle majeur dans leur mise en œuvre et leur supervision. À l'heure actuelle, les craintes sont que les objectifs ambitieux seront édulcorés lorsque l'on en viendra à des questions de détail, et que les États sélectionneront les objectifs plutôt que d'embrasser l'approche universaliste et centrée sur les droits de l'Homme des ODD.

Ailleurs, le système international a présenté des problèmes familiers de dysfonctionnement bureaucratique, des ressources inadéquates et de prédominance des intérêts des États. Le Conseil de sécurité des Nations unies, qui s'est souvent retrouvé dans une impasse suite aux vétos opposés par les États puissants, a régulièrement été dans l'incapacité de défendre les droits des citoyens dans des situations de crise, notamment au Moyen-Orient et au Burundi. Les Casques bleus se sont eux-mêmes révélés être complices de violations graves des droits de l'Homme, en particulier en République centrafricaine et au Soudan du Sud. La menace brandie par de nombreux pays d'Afrique de se retirer de la Cour pénale internationale représente toujours un revers majeur possible pour la lutte contre l'impunité.

Le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies (HCR) reste un forum essentiel avec lequel la société civile établit un dialogue pour défendre les droits. L'année dernière, le Conseil a voté deux résolutions importantes, sur la protection des défenseurs des droits économiques, sociaux et culturels, et sur la protection des droits de l'Homme dans un contexte de manifestations pacifiques. L'organe est cependant mis en difficulté par les manœuvres de ses États membres, qui pratiquent la surenchère politique, font deux poids, deux mesures, et utilisent leur influence pour affaiblir ses décisions et enquêtes. On a pu le voir par exemple dans le blocage des tentatives de réalisation d'une enquête internationale sur les violations des droits de l'Homme au Yémen.



La société civile est de plus en plus inquiète quant à l'aide publique au développement (APD) émanant des gouvernements donateurs en place. Plusieurs gouvernements donateurs du Nord au niveau mondial, qui sont passés à droite, associent plus étroitement l'APD aux intérêts nationaux, et notamment à la prévention du terrorisme et à l'affirmation de l'avantage commercial. En réponse à l'afflux de réfugiés survenu en 2015, plusieurs donateurs européens ont redirigé d'importantes portions de l'APD à l'accueil des réfugiés sur leur territoire, plutôt que de mettre des fonds supplémentaires à disposition pour cette urgence humanitaire. Ces décisions ont eu un impact négatif sur plusieurs OSC, dans les pays du Sud comme dans les pays du Nord. Si les tendances actuelles de l'APD se poursuivent, cela menace de saper les ambitions relatives à la mise en œuvre des ODD.

Une inquiétude qui se rapporte à cette APD est le rôle accru qu'il est demandé au secteur privé de jouer dans le financement du développement, et notamment le financement des ODD et de l'Accord de Paris. Cette tendance risque de privilégier les



Photo: Talker - Chaussures sur la Place de la République, Climat de paix #climat2paix



volets du programme mondial les plus étroitement liés aux intérêts du secteur privé, et de minimiser ceux avec lesquels le secteur privé est en désaccord. Plus généralement, la société civile s'alarme du rôle qu'il est demandé aux grandes entreprises transnationales de jouer dans le financement de l'ONU et autres initiatives internationales. Cela risque de créer des opportunités de corruption, de réduire la responsabilité et de substituer les actions caritatives des entreprises aux droits des citoyens. Cela soulève également une accusation quant au fait que le système international puisse être utilisé à des fins de promotion de l'agenda des entreprises et de blanchiment de la réputation des entreprises.

L'accès privilégié des entreprises au lobbying, par rapport aux opportunités très limitées de contribution de la société civile, a transparu dans les négociations de deux traités commerciaux, le Partenariat trans-pacifique (TPP) entre les États-Unis et plusieurs États du pourtour du Pacifique signé en 2016, et le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), actuellement en cours de négociation entre les États-Unis et l'UE. La société civile a exprimé ses préoccupations quant aux impacts de ces traités, et notamment sur les normes de salubrité des aliments, les droits à l'emploi et la capacité des citoyens et des États à résister aux grandes entreprises. La société civile continue à se mobiliser pour essayer d'empêcher la ratification du TPP aux E.-U. en particulier, et à porter les préoccupations publiques devant les dirigeants européens participant à la négociation du TTIP.

Des progrès ont été accomplis en matière d'ouverture des processus internationaux à la participation de la société civile, notamment en matière d'ODD, et le processus actuel de sélection du prochain Secrétaire Général de l'ONU a été considérablement plus transparent que par le passé. La société civile a également poursuivi son engagement par des propositions constructives visant à restreindre le pouvoir de veto du Conseil de sécurité et à responsabiliser davantage les membres du HCR, et pour que les décisions du HCR aient davantage d'impact. La société civile doit continuer à dialoguer sur les ODD et l'Accord de Paris, à développer des coalitions internationales à caractère général pour mener des actions sur des questions telles que la défense de la CPI et la résistance au TPP et au TTIP et, étant donné le rôle croissant du secteur privé dans la gouvernance et le développement international, insister pour l'obtenir une nouvelle convention internationale sur les entreprises et les droits de l'Homme.



# PARTIE 2: L'EXCLUSION ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'un des principaux tests pour savoir si une société est juste ou non est de définir comment elle traite de l'exclusion, réduit les inégalités et protège les minorités, tout en permettant leur accès aux services et à la prise de décisions. Nombre de nos sociétés sont en échec selon cette mesure. L'histoire de l'année dernière peut être considérée comme une histoire d'exclusion, observée dans de nombreux exemples, de l'accueil pitoyable donné aux nouveaux réfugiés en Europe aux attaques physiques sur les activistes des droits des peuples autochtones et les défenseurs des droits des femmes, et de la promulgation de nouvelles mesures discriminatoires à l'encontre des LGBTI au fait que les Noirs aux États-Unis courent toujours un risque nettement plus important que les autres de mourir aux mains de la police.

L'exclusion se produit dès lors que les peuples ou les groupes se voient refuser des opportunités, des biens ou des services, ou l'accès aux processus de prise de décisions, souvent sur la base d'un aspect de leur identité. L'exclusion est importante, car elle fait partie de l'expérience vécue quotidiennement par des millions de personnes, et certaines facettes de l'exclusion s'aggravent. À l'heure actuelle, il existe un écart considérable et croissant entre des élites ultra-riches et l'écrasante majorité de l'humanité, et la colère populaire à ce sujet augmente. Le changement climatique et les conflits affectent également de manière disproportionnée les personnes exclues, et aggravent encore l'exclusion. Par conséquent, il est urgent de s'attaquer à l'exclusion au niveau politique.



La nécessité de s'attaquer à l'exclusion a été à nouveau mise en lumière par l'avènement des ODD, qui promettent de changer la réalité actuelle et ne laisser personne pour compte. Les inégalités ont progressé, même dans les pays ayant connu une réduction substantielle de l'extrême pauvreté selon les prédécesseurs des ODD, les Objectifs de développement du Millénaire ; il est donc clair que des mesures spécifiques doivent être prises pour s'attaquer à l'exclusion, et l'accent mis sur les inégalités dans les ODD doit être vu comme une reconnaissance de l'urgence de s'attaquer à l'exclusion.

## LES CONCEPTS ET LA COMPRÉHENSION DE L'EXCLUSION

Si les contributions de nos intervenants se concentrent sur différents aspects de l'exclusion, considérées collectivement, elles présentent des similarités remarquables entre les différentes expériences et problèmes d'exclusion, suggérant que des réponses communes, largement applicables, peuvent être tirées des exemples du travail de la société civile que nos contributeurs nous présentent ici. Prises collectivement, les contributions de nos invités présentent une compréhension de l'exclusion comme étant multidimensionnelle et dynamique. L'exclusion est multidimensionnelle, car différentes formes d'exclusion se combinent



Photo: Steve Evans - Réfugiés à la frontière gréco-macédonienne



et se recoupent ; par exemple, les personnes souffrant de handicap sont exclues, mais les femmes souffrant de handicap sont victimes d'une exclusion encore plus importante, et d'autant plus si elles sont également issues d'une communauté pauvre. L'exclusion est dynamique car de nouveaux moteurs de l'exclusion peuvent entrer en jeu et interagir avec les expériences de l'exclusion qui existent ; par exemple, les personnes les plus exposées aux violations des droits de l'Homme en Syrie du fait de leur pauvreté ou de leur statut minoritaire sont devenues de nouveaux exclus parmi les réfugiés lorsqu'elles ont été obligées de fuir.

Les sources de l'exclusion varient des pratiques historiques de la marginalisation de groupes particuliers, par exemple sur la base de l'ethnicité, de la race ou du genre, aux modèles de croissance économique axés sur le marché d'aujourd'hui favorisant l'inégalité. De nouvelles formes d'exclusion peuvent prendre modèle sur les histoires et traditions d'exclusion existantes, mais ce serait une erreur que de voir l'exclusion comme quelque chose d'essentiellement ancré dans la culture : l'exclusion ne peut être comprise sans une analyse du pouvoir et une enquête sur les intérêts que l'exclusion sert à l'heure actuelle. Par exemple, les populations autochtones ont longtemps été exclues, mais lorsqu'elles sont attaquées aujourd'hui, c'est souvent parce qu'elles vivent sur des terres que les États et les entreprises cherchent à exploiter.

Les personnes exclues sont privées des biens et services essentiels, mais il est nécessaire de rejeter les réponses charitables : les personnes exclues ne doivent pas être comprises comme de simples victimes ou objets de la charité, mais comme les sujets de droits qu'elles se voient refuser. Même si les personnes exclues bénéficient de la charité, elles restent exclues des processus de prise de décisions. Cela peut être le cas, même après un succès apparent en termes d'ouverture de l'accès aux arènes décisionnelles, les décisions clés pouvant être transférées vers des cercles plus fermés. Cette exclusion de la prise de décisions nourrit le cycle de l'exclusion, car une incapacité à participer et à exprimer des exigences signifie que la question de l'exclusion n'est toujours pas traitée.

En réponse, les interventions destinées à aider les personnes exclues doivent viser à les aider à exiger et à accéder à leurs droits, et travaillent sur de multiples formes d'exclusion, qui se croisent. Une attention particulière doit être accordée à permettre aux personnes exclues de participer aux processus décisionnels, mais aussi à remettre en question et changer les processus, dans l'objectif de passer au-delà d'une représentation plus équitable à une transformation de la nature de la prise de décisions. Le caractère inné de la participation pour nourrir la confiance et les compétences des personnes exclues devrait également être reconnu et encouragé.

## L'ESPACE CIVIQUE DES GROUPES EXCLUS

Les OSC et activistes de la société civile représentant les groupes exclus se trouvent souvent confrontés à des risques de restrictions et d'attaques plus importants lorsque l'espace civique est limité. En effet, quand la société civile conteste l'exclusion et affirme les droits, elle pose des questions sur le pouvoir et cherche à le redistribuer, ce à quoi les détenteurs du pouvoir résistent. Là où les États imposent des restrictions à la société civile pour des raisons de sécurité nationale et de stabilité nationale, la société civile représentant les groupes exclus, et notamment les minorités ethniques, confessionnelles et idéologiques, peut être considérée comme étant contre la nation, extrémiste ou terroriste. Les défenseurs des droits des femmes et activistes LGBTI peuvent être attaqués, en raison de la menace qu'ils représentent pour l'identité nationale et la morale nationale, par

des dirigeants politiques qui les considèrent comme une cible facile, pouvant être utile pour détourner l'attention du public des échecs politiques et économiques. Quand des groupes tels que les populations autochtones s'opposent aux initiatives de développement qui les affectent défavorablement, ils peuvent être qualifiés d'opposants au développement. Si des notions telles que la sécurité, la stabilité et la morale nationales sont définies par les puissants, elles englobent rarement les points de vue et identités des individus des groupes exclus.

Les groupes exclus sont les plus affectés par les restrictions imposées sur l'espace civique car ce sont déjà les membres de la société que l'on entend le moins. Quand des mesures visant à supprimer les dissidences sont introduites, ce sont souvent les premiers à être visés. Parce que les membres de certains groupes exclus, comme les groupes ethniques, confessionnels ou autochtones, sont davantage visibles pour les forces de répression du fait de leur identité, ils sont également confrontés à un risque particulier d'attaques physiques, de détention et de criminalisation. Les groupes exclus peuvent également se trouver confrontés à des défis accrus sur le plan de l'impunité, lorsqu'ils sont victimes d'abus de la part des forces de sécurité.



Photo: OIT en Asie et dans le Pacifique - Pakistan

En réponse, il est nécessaire que le mouvement mondial qui émerge sur la protection de l'espace civique entreprenne une analyse plus nuancée, afin de comprendre comment les restrictions affectent les différents groupes exclus, et notamment la société civile constituée par des groupes exclus. Des interventions ciblées peuvent être nécessaires pour défendre l'espace civique des groupes exclus, et des liens plus étroits doivent être noués entre les groupes exclus et la société civile travaillant plus globalement à la défense de l'espace civique. Suite à ce rapport, CIVICUS lancera le Moniteur de l'Espace Civique, une plateforme en ligne réactive sur laquelle une analyse globale détaillée est complétée par des informations mises à jour sur la manière dont les restrictions imposées sur l'espace civique affectent différents pans de la société civile, et notamment les groupes exclus.

## LOIS ET DROITS

Les groupes exclus ont de plus en plus recours aux tribunaux et institutions nationales, ainsi qu'aux systèmes régionaux de défense des droits de l'Homme lorsque ceux-ci existent, afin de remporter des victoires importantes pour défendre les droits, notamment les droits des LGBTI, même dans des contextes difficiles. La société civile est souvent à l'origine et à la tête du plaidoyer en faveur de lois progressistes visant à protéger et promouvoir les droits des personnes exclues.

Cependant, il arrive souvent que les nouvelles lois conférant des droits aux personnes exclues sur le papier ne soient pas mises en application, et les droits garantis au niveau international, comme les droits contenus dans les conventions largement ratifiées, ne sont pas mis en pratique au niveau national. On a également noté l'absence de débat quant à la manière dont les ODD devraient correspondre aux engagements existants fixés dans les conventions internationales, comme les conventions portant sur les droits de l'Enfant et le handicap, et la manière dont il est possible que les ODD défendent et mettent en œuvre les normes les plus strictes de ces accords internationaux.

En réponse, il pourrait être nécessaire de sensibiliser les personnes exclues à leurs droits, et aux lois et processus existants par le biais desquels ils peuvent faire valoir leurs droits. Il est également nécessaire que des formations, un soutien par les pairs et d'autres formes d'amélioration des compétences soient fournis afin de permettre à ces groupes exclus d'utiliser ces processus. En outre, une sensibilisation, un plaidoyer et une amélioration des compétences des auxiliaires de justice peuvent être nécessaires pour les encourager à comprendre la nécessité d'agir sur l'exclusion. Il devrait également y avoir davantage de débat et de clarté sur la relation qui existe entre les ODD et les conventions internationales progressistes.

## LA STIGMATISATION, LES STÉRÉOTYPES ET LES DISCOURS HAINEUX

La stigmatisation et les stéréotypes ont véritablement le pouvoir d'empêcher les gens d'avancer. Les attitudes négatives mènent directement à la dénégaration concrète des droits et de l'accès aux opportunités, notamment pour les jeunes et les personnes âgées, les personnes séropositives et les personnes souffrant de maladies mentales, rendant la réalisation du changement plus difficile. Les attitudes négatives peuvent s'exprimer de manière subconsciente, mais des justifications agressives de l'exclusion sont également élaborées en référence à la tradition, à la confession et à la culture, même quand la réalité est que l'exclusion est perpétrée dans la défense contemporaine du pouvoir et des ressources. Une issue pressante est le recours délibéré



à la stigmatisation et aux stéréotypes par les dirigeants politiques et culturels, et notamment par un discours haineux à l'encontre des LGBTI, des minorités ethniques et confessionnelles, notamment lorsque cela se combine aux récits d'identité nationale, de religion nationale et de culture nationale dominants.

En réponse, il est nécessaire d'améliorer les capacités de la société civile et des groupes exclus pour leur permettre de contester les discours dominants et permettre aux groupes exclus de partager et de célébrer leurs propres histoires. Il est nécessaire d'affronter les préjugés en sensibilisant les publics, et notamment en travaillant avec les médias, en utilisant les nouveaux médias, en encourageant les échanges et en organisant des campagnes. Les interprétations étroites de l'identité, de la sécurité et de la morale doivent être contestées, notamment par l'intermédiaire des tribunaux et institutions telles que les commissions des droits de l'Homme, les commissions des femmes, les commissions des minorités et les bureaux de l'ombudsman. Ceux qui propagent un discours haineux, notamment les responsables politiques et religieux, doivent être approchés en adoptant de multiples approches, et notamment en mobilisant des personnes d'autorité au sein même des religions afin de contester les attitudes négatives à l'égard des groupes exclus.

## DONNÉES ET FAITS PROBANTS

L'absence de données adéquates sur l'exclusion aggrave les difficultés. L'absence de désagrégation des données et de reconnaissance de certains groupes exclus, leur expérience que l'on ne considère pas comme méritant d'être documentée, et le rôle limité joué par les personnes exclues dans la collecte de leurs propres données constituent des problèmes. Dans certains cas, les groupes exclus sont contraints à la clandestinité, comme c'est le cas des migrants sans papier, ce qui signifie qu'ils n'apparaissent pas dans les données officielles. Les difficultés associées au recueil de données sur et par certains groupes exclus servent à perpétuer leur absence de visibilité, alimentant les cycles d'exclusion.

En réponse, un plus large éventail d'outils de collecte de données doit être employé, en s'appuyant sur le pouvoir des données générées par les citoyens et des données libres pour étoffer les informations disponibles sur les questions d'exclusion, et compléter et contester les sources de données officielles. L'expérience des groupes exclus, et notamment en matière de violation des droits de l'Homme, doit être documentée et rapportée. Les données doivent être recueillies de manière à développer les compétences de participation et à instaurer un sentiment d'appropriation chez les personnes exclues.



Photo: CIVICUS, Semaine mondiale de la société civile, Bogotaogota

## RESSOURCES

De nombreuses organisations de groupes exclus, et notamment les petites organisations des pays du Sud, rencontrent des difficultés pour obtenir des ressources. Certaines sources d'exclusion attirent bien plus de ressources que d'autres, pour des raisons telles que des schémas de pensée et de pratique chez les donateurs, la popularité des causes faisant l'objet d'un soutien important et leur association à des personnalités charismatiques. On observe actuellement la crainte que les changements dans l'APD auront un impact négatif sur l'attribution de ressources permettant de traiter de l'exclusion, notamment quand les ressources sont associées à des objectifs tels que la lutte contre le terrorisme et le maintien de la sécurité et de la stabilité nationale, ceux-ci pouvant entretenir l'exclusion.

En réponse, les coalitions et alliances de la société civile pourraient jouer un rôle en aidant à orienter les ressources vers les OSC plus petites et moins visibles et en menant un plaidoyer afin que les donateurs adoptent des approches plus extensives. Il pourrait notamment s'agir d'aller au-delà du financement de projet pour assurer la fourniture de ressources fondamentales, et de soutenir le développement de réseaux et l'organisation d'un travail multisectoriel. Il est également nécessaire de développer d'autres sources de philanthropie dans les pays du Sud, et de travailler avec les institutions philanthropiques existantes pour les sensibiliser à accorder davantage d'aide au traitement de l'exclusion, et notamment aux aspects de l'exclusion qui sont négligés ou se recourent.

## UNE INTROSPECTION : LES DIFFICULTÉS QUE NOUS DEVONS ABORDER AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Nous mettons tout particulièrement l'accent sur ce que la société civile peut faire pour contrer l'exclusion. Étant donné les échecs des gouvernements quand il s'agit de s'attaquer à l'exclusion, et la complicité de certains gouvernements et autres acteurs dans l'alimentation de l'exclusion, la société civile doit prendre la tête de la lutte contre le défi urgent consistant à remédier à l'exclusion et à jouer un rôle pionnier dans l'innovation. L'identité de la société civile, compte-tenu du fait qu'elle est ancrée dans des valeurs, devrait être considérée comme conférant un avantage stratégique : la société civile bénéficie d'une grande légitimité lorsqu'elle œuvre à s'opposer à l'exclusion, car il s'agit d'une sphère dans laquelle nombre d'organisations opèrent à proximité des communautés, et nombre d'OSC et d'activistes sont animés par un sentiment de justice et une volonté de promouvoir les droits. Dans le même temps, les lacunes de la société civile doivent être reconnues, et celle-ci devrait être encouragée à se montrer plus proactive en matière de favorisation de l'inclusion.





Si les OSC sont ancrées dans l'expérience vécue des personnes exclues, elles sont alors davantage susceptibles de traiter de l'exclusion. Si la société civile ne répond parfois pas complètement aux attentes, il est nécessaire de se pencher sur le fonctionnement interne de la société civile, et de se demander si celui-ci est favorable à la gestion de l'exclusion. Les OSC en place notamment peuvent être accusées de reproduire l'exclusion dans leur fonctionnement interne, en ne disposant pas d'une base d'adhérents, d'un personnel et d'un leadership actif. Par exemple, les études révèlent une importante disparité entre le pourcentage d'employés des OSC de sexe féminin et le pourcentage de femmes responsables d'OSC, le leadership féminin étant plus rare dans les OSC plus importantes et mieux dotées en ressources.

Les OSC peuvent disposer de politiques sur l'inclusion robustes en théorie mais faibles en pratique, et le personnel des OSC peut inconsciemment adopter des attitudes les empêchant de recruter des personnes exclues ou de les aider à progresser dans leur carrière. Les pratiques sur les lieux de travail, comme les cultures de travail machistes incarnées par des dirigeants d'OSC, et la configuration des lieux de travail, susceptibles de ne pas en permettre l'accès aux personnes souffrant de handicap, peuvent aller à l'encontre de l'inclusion et de la progression des personnes issues de groupes exclus. Il arrive parfois que des défis se présentent quand les structures consultatives et de gouvernance des OSC ne prennent pas l'exclusion interne au sérieux, ou ne parviennent pas à avoir une portée suffisante pour entendre et être informées par les groupes exclus.

Les OSC ne sont pas prémunies contre les perspectives socialement conservatrices, susceptibles de conduire à une absence de volonté de s'attaquer aux tabous sociaux et de s'opposer aux idées préconçues. Même les OSC qui s'attachent à travailler sur des problèmes d'exclusion spécifiques, ou qui bénéficient de ressources de la part de programmes de financement afin de remédier à un ensemble donné de problèmes, peuvent passer à côté de possibilités de travailler sur des domaines d'exclusion qui se recoupent. Dans le même temps, s'il convient d'encourager un travail multidimensionnel, il est important de reconnaître que l'auto-organisation des groupes œuvrant à surmonter leur exclusion est essentielle, et de favoriser l'existence d'un espace permettant aux groupes qui s'auto-organisent de se constituer et de se développer. Une société civile de personnes exclues, plutôt qu'une société civile conçue pour les personnes exclues, présente une légitimité nettement supérieure, et pourrait être plus proche des problèmes et mieux comprendre les besoins.

Une approche plurielle est par conséquent nécessaire au sein de la société civile : pour encourager l'auto-organisation, notamment de la société civile des groupes exclus des pays du Sud et, dans ce cadre, pour reconnaître et respecter une diversité de formes d'organisation différentes au sein de la société civile ; mais aussi pour constituer des alliances permettant d'intégrer les exclus aux sphères dominantes de la société civile et des droits de l'Homme, ainsi qu'un travail dépassant les frontières des différentes exclusions. Des coalitions et alliances sont nécessaires à cette fin, ainsi que pour défendre l'espace civique des groupes exclus.

Pour traiter des lacunes au sein de la société civile, il est avant tout nécessaire de faire preuve d'honnêteté, d'ouverture et de transparence quant à la manière dont les OSC peuvent ne pas parvenir à adopter la bonne pratique en matière de gestion de l'inclusion. Cependant, une telle honnêteté est difficile dans des conditions où l'espace civique est restreint, car cela risque d'être perçu comme conférant de la crédibilité à ceux qui attaquent la société civile. En outre, dans une arène de la société civile caractérisée par une concurrence pour la visibilité et les ressources, l'honnêteté est souvent malheureusement compromise.



Nonobstant ces défis, l'urgence actuelle que constitue l'exclusion impose à la société civile le devoir de s'organiser du mieux qu'elle peut afin de tirer parti de son avantage stratégique et prendre la tête des actions. Les réponses aux difficultés d'inclusion internes pourraient être le développement de programmes d'accompagnement et d'encadrement au sein de la société civile, des programmes d'amélioration des compétences et de soutien par les pairs, et des approches faisant intervenir les quotas et l'action affirmative. Des financements spécifiques peuvent être mis à disposition afin d'encourager les OSC à élaborer et mettre en œuvre des politiques et pratiques inclusives, par exemple pour combler les lacunes en matière de financement qui rendent difficiles la rémunération de congés maternité adéquats pour les OSC plus petites.

Une réponse est nécessaire à l'échelle de la société civile, réduisant les risques de concurrence, et le potentiel d'isolement des OSC individuelles. À cet égard, une affirmation conjointe par les organisations de la société civile des principes d'inclusion peut être nécessaire. Cela devrait inclure un engagement à tendre pro-activement la main aux personnes exclues et à les écouter ; à intégrer les personnes exclues à chaque niveau des OSC, notamment au niveau des structures d'adhésion, de dotation en personnel, de direction et de gouvernance ; à travailler en coalitions en identifiant les possibilités de recoupement, mais en respectant également l'auto-organisation des personnes exclues ; à se fonder systématiquement sur les droits ; et à faire de la réalisation de l'impact sur l'inclusion un test clé de l'efficacité de toutes les actions de la société civile. De nouveaux outils d'évaluation, et notamment des processus d'évaluation par les pairs, peuvent être nécessaires afin de permettre à un vaste éventail d'OSC de vérifier leur respect de ces principes et leur performance en matière d'inclusion, et d'encourager l'ouverture et le débat au sein de la société civile.

CIVICUS, pour donner suite aux conclusions de l'accent que nous avons mis sur l'exclusion, propose de montrer que cette inclusion doit commencer à notre niveau. Nous souhaitons nous soumettre à un audit sur l'inclusion, partager nos résultats à tous au sein de notre alliance, et suivre régulièrement notre performance en matière d'inclusion à l'avenir. Ce faisant, nous souhaitons montrer à quel point nous prenons cette question au sérieux, et montrer notre engagement à nous attaquer à l'exclusion, et prouver comment la société civile peut donner l'exemple. Il s'agit d'une entreprise que nous prendrons à titre de première étape en vue de nous assurer que nous œuvrons en faveur du progrès dont nous avons urgemment besoin pour pouvoir réaliser la vision d'un monde dans lequel chacun dispose d'une même opportunité de participer, et où chacun dispose d'un accès égal à ses droits.

# CONTRIBUTEURS

## CONTRIBUTEURS INVITÉS

Marie Becher, Peace Brigades International  
Julio A Berdegué, RIMISP - Latin American Center for Rural Development  
Elena Berger, World Federation for Mental Health  
Vladimir Cuk, International Disability Alliance  
Julia Duchrow, Bread for the World  
Kene Esom, African Men for Sexual Health and Rights  
Charlotte Forfieh, Institute for Environment and Development  
Jaimie Grant, International Disability Alliance  
Jennifer Grant, Save the Children  
Matthew Hart, Global Philanthropy Project  
Michael E Hill, Youth for Understanding  
Luke Holland, Center for Economic and Social Rights  
Gabriel Ivbijaro, World Federation for Mental Health  
Sudarsana Kundu, Gender at Work  
Glowen Wombo Kyei-Mensah, Participatory Development Associates  
Olfa Lamloum, International Alert  
Ben Francisco Maulbeck, Funders for LGBTQ Issues  
Joanna Maycock, European Women's Lobby  
Araddhya Mehtta, Oxfam International  
Shaun Mellors, International HIV/AIDS Alliance  
Phumzile Mlambo-Ngcuka, UN Women  
Shehnilla Mohamed, OutRight Action International  
Amjad Mohammed-Saleem, International Alert  
Wanja Muguongo, UHAI EASHRI  
Kathy Mulville, Women's Global Network for Reproductive Rights  
Henri Myrntinen, International Alert  
Qamar Naseem, Blue Veins  
Edward Ndopu, Amnesty International  
Cédric Nininahazwe, National Network of Young People Living with HIV Burundi  
Andrew Norton, International Institute for Environment and Development

Paul Okumu, Africa Platform  
Thomas Ongolo, Africa Disability Alliance  
Toby Porter, HelpAge International  
Aruna Rao, Gender at Work  
Jenny Ricks, ActionAid  
Marcela Romero, Latin American Network of Transgender People  
Aruna Roy, Mazdoor Kisan Shakti Sangathan  
Ignacio Saiz, Center for Economic and Social Rights  
Lene Steffen, Save the Children  
Phil Vernon, International Alert

## PERSONNES INTERROGÉES

Ammar Absi, Local Council of Aleppo City, Syria  
Tanja Hafner Ademi, Balkan Civil Society Development Network  
Bassam al-Ahmad, Violations Documentation Center, Syria  
Leila Alieva, Azerbaijan  
Kirsten Auken, Danmission  
Amal Bashar, Sisters Arab Forum for Human Rights, Yemen  
Rolando Bú, Federation of Non-Governmental Organisations for the Development of Honduras  
Savio Carvalho, Amnesty International  
Mzamo Dlamini, Amadiba Crisis Committee, South Africa  
José De Echave, CooperAcción, Peru  
Amal Elmohandes, Nazra for Feminist Studies  
Anriette Esterhuysen, Association for Progressive Communications  
Libby Freeman, Calais Action  
Amine Ghali, Al-Kawakibi Democracy Transition Center, Tunisia  
Yared Hailemariam, Association for Human Rights in Ethiopia  
Wael Hmaidan, Climate Action Network  
Aya al-Jamili, Syrian civil society activist  
Orishaba Bagamuhunda Justus, National Foundation for Democracy and Human Rights in Uganda  
Tshiombela Kabiena, New Congolese Civil Society  
Taimur Kamal, Pakhtunkhwa Civil Society Network, Pakistan  
Semanur Karaman, AWID  
Mohamed Lofty, Egyptian Commission for Human Rights  
Mpho Ndaba, 350Wits, South Africa  
Emina Nuredinoska, Macedonian Center for International Cooperation



Ramiro Oras, Foundation CONSTRUIR, Bolivia  
Rupert Quinlan, Global Witness  
Taimur Rahman, Lahore University of Management Sciences, Pakistan  
Natalie Samarasinghe, United Nations Association – UK  
Muhammad Samawi, Molham Volunteering Team, Syria  
Mamadou Moctar Sarr, National Forum for Human Rights Organisations, Mauritania  
Daya Sagar Shrestha, NGO Federation of Nepal  
Nicodemus Siyaki Soko, CSYM HUDUMA (Christian Spiritual Youth Ministry), Tanzania  
Hanna Szulczewska, Committee for the Defence of Democracy, Poland  
Bintou Tall-Diallo, Burkina Faso  
Anonymous civil society activists from Burundi and Israel

## MEMBRES DE L'AGNA

Argentine Network for International Cooperation  
Foundation to Support Parliament and Citizen Participation, Bolivia  
Centre for Civil Society Promotion, Bosnia and Herzegovina  
Cooperative Committee for Cambodia  
Allianza ONG, Dominican Republic  
Europe Civic Forum  
Kepa, Finland  
Federation of Non-Governmental Organisations for the Development of Honduras  
Voluntary Action Network India  
Association of Development Agencies, Jamaica  
Japan Association of Charitable Organizations  
Partners-Jordan  
National Council of NGOs in Kenya  
National Civil Society Council of Liberia  
NGO Information and Support Centre, Lithuania  
Macedonian Center for International Cooperation  
Association of NGOs in Norway  
Nigerian Network of NGOs  
Palestinian Consultative Staff for Developing NGOs  
Polish National Federation of NGOs  
Samoa Umbrella for Non-Governmental Organisations  
Development Services Exchange, Solomon Islands

Tajikistan National NGO Association  
Third Sector Foundation of Turkey  
Uganda National NGO Forum  
Zambia Council for Social Development

## ÉQUIPE RÉDACTIONNELLE

Andrew Firmin, editor and lead writer  
Mandeep Tiwana, head of policy and research  
Deborah Walter, editor

## RÉDACTEUR FINAL

Margaret Fish

## CONCEPTION ET MISE EN PAGE

Deborah Walter, communications manager  
Meghan Judge, art direction and lead designer  
Tamzon Woodly, designer  
Zubair Sayed, art direction

## REMERCIEMENTS

Jayne Grier, International HIV/AIDS Alliance  
Mansour Omari, Syrian Center for Media and Freedom of Expression  
Charity Security Network  
European Centre for Not-for-Profit Law  
European Foundation Centre  
Human Security Collective  
Restless Development

Photo: Tony Carr - Rassemblement de masse #FeesMustFall, Afrique du Sud

OUR VOICES  
WILL NOT BE  
SILENCED



[civicus.org](https://civicus.org)



[info@civicus.org](mailto:info@civicus.org)



[/CIVICUS](https://www.facebook.com/CIVICUS)



[@CIVICUSalliance](https://twitter.com/CIVICUSalliance)

## SOUTH AFRICA



CIVICUS House  
24 Gwigwi Mrwebi  
Street Newtown  
Johannesburg, 2001  
Tel: +27 (0)11 833 5959

## SWITZERLAND



11 Avenue de la Paix  
CH - 1202  
Geneva  
Tel: +41 (0)22 733 3435

## UNITED STATES



355 Lexington Ave  
New York  
NY 10017  
United States

## UNITED KINGDOM



Unit 60  
Eurolink Business Centre  
49 Effra Road  
London SW2 1BZ  
Tel: +44 (0)20 7733 9696